

LA CRISE PREND DE L'AMPLEUR À LA SNVI

Les négociations dans l'impasse

La situation est au bord de l'explosion au sein du groupe SNVI. La réunion qui s'est tenue hier en début de matinée entre le directeur général du groupe et les représentants des travailleurs n'a abouti à aucun résultat. Le directeur général, selon une source syndicale a refusé de prendre part à une assemblée générale des travailleurs pour «expliquer la situation qui prévaut actuellement au sein du groupe».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Face à cette situation de blocage, les deux parties se sont de nouveau rencontrées dans l'après-midi et la réunion s'est tenue jusqu'à une heure tardive. Pendant ce temps, 2 600 travailleurs de l'unité carrosserie (DVP- SNVI) observaient un arrêt de travail en guise de «soutien et de solidarité avec leurs représentants syndicaux».

Hier en fin d'après-midi, aucune information n'a filtré au sujet des décisions qu'auraient prises les deux parties. Avant-hier, le secrétaire général du groupe

SNVI nous a exprimé son inquiétude quant à la situation que traverse son entreprise.

Contacté, M. Bouadjadja s'est interrogé à «qui profite réellement la situation que connaît le groupe SNVI, depuis quelque temps». Selon lui, «le retard accusé dans le versement des salaires pour les travailleurs domiciliés au niveau des CCP d'Algérie Poste soulève des interrogations et conforte chez les travailleurs l'idée de l'existence d'un véritable plan de déstabilisation du groupe».

Notre interlocuteur nous a renvoyé à la dernière déclaration ren-



Photo : NewPress

Le malaise persiste à la SNVI.

due publique par le syndicat du groupe SNVI, qui résume selon lui «la situation préoccupante et sans précédent, que traverse actuellement le groupe SNVI».

Une situation qui a créé, lit-on dans une déclaration transmise il

y a une semaine à notre rédaction, «un climat de doute et d'incertitude auprès du collectif et a semé un sentiment d'abandon et une volonté de porter atteinte à la pérennité des emplois et de l'outil de travail». Les travailleurs refu-

sent de cautionner ce constat alarmant et décident ainsi de passer à l'action». «La situation économique catastrophique et statique du groupe SNVI, le manque de communication qui met à chaque fois le partenaire social devant le fait accompli, le manque de visibilité dans la concrétisation de projets de partenariat, l'opacité qui entoure l'élaboration des organigrammes fonctionnels et du projet de la nouvelle organisation du réseau commercial, la lenteur dans la réalisation des plans d'investissement au niveau du groupe, notamment les filiales de production, ou encore le non-respect des engagements relatifs au démarrage des travaux de construction de la nouvelle carrosserie sont autant de signes qui dénotent du grand malaise qui règne au sein de notre groupe», a-t-on indiqué.

A. B.

CONSIDÉRANT QUE LE DÉGROUPEMENT EST UNE MENACE POUR ALGÉRIE TÉLÉCOM

L'UGTA interpelle Houda Feraoun

Les représentants des travailleurs du secteur de la poste et des technologies de l'information et de la communication sont en colère. L'avant-projet de loi portant révision des dispositions régissant le secteur des PTIC n'a pas laissé indifférents les cadres syndicaux du secteur. Aujourd'hui, une importante réunion regroupant les cadres du secteur se tiendra au siège de la Centrale syndicale pour débattre de «la gravité de la situation».

Dans la lettre qui lui a été adressée par la Fédération des travailleurs dudit secteur et dont une copie a été également transmise au secrétaire général de l'UGTA, la ministre M. Houda Feraoun a été interpellée sur deux principaux points.

Le premier relatif à la mise à l'écart du partenaire quant au devenir du secteur, alors que le second point concerne la problématique du dégroupage. Sur ce point, la Fédération des travailleurs du secteur de la poste et des technologies de l'information et de la communication considère que «le dégroupage, qui est par ailleurs une opération technique qui permet l'ouverture du réseau téléphonique vocal à la concurrence, est un danger pour l'opérateur Algérie Télécom, qui doit se faire concurrencer sur son propre réseau et infrastructures».

Autrement, il a été indiqué qu'à travers «cet avant-projet de loi élaboré sans la participation du partenaire social, c'est l'opérateur historique groupe Algérie Télécom employeur de 26 000 travailleurs qui est ciblé». «Si aujourd'hui, Madame la ministre, l'opérateur historique public Algérie Télécom se retrouve en situation de monopole, ce n'est certainement pas à cause des contraintes législatives, mais plutôt au vu des coûts que représente pour un tiers opérateur l'édification d'un réseau de télécoms. La défection des concurrents ne peut donc être imputée au verrouillage de la loi, encore moins à la volonté de l'Etat et la loi 2000-03 a tout prévu», lit-on dans le document. Inquiète quant au devenir de l'opérateur histo-

rique si ladite loi venait à être validée par le gouvernement, la Fédération des PTIC affiliée à l'UGTA s'est interrogée «quant aux finalités du présent projet notamment au sujet de la suppression dans les visas de l'article 18 de la Constitution qui fait référence à la poste et les télécoms

en tant que propriété publique, la suppression de l'article 12 de la 2000-03 qui consacre le statut et les activités des deux opérateurs (Algérie-Télécom et Algérie Poste).

Face à cette situation, les représentants des travailleurs demandent à la ministre de tutelle de «clarifier la question du dégroupage en tenant compte que la majorité des coûts se situe dans l'infrastructure, la rentabilisation de celle-ci ne peut se faire sans que l'opérateur qui déploie ou a déployé la fibre ne contrôle la valeur du service».

Abder B.



Photo : NewPress

Imane-Houda Feraoun.

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

Les nouvelles mesures du PLF 2017 vont encourager les pratiques informelles

Les mesures prévues dans le projet de loi de finances 2017 en matière d'immobilier risquent d'avoir des effets contraires aux objectifs fixés, prévient Abdelhakim Aouidat, le président de la Fédération nationale des agences immobilières, joint, hier, par téléphone. Il prévient que ces mesures risquent fortement d'encourager les pratiques informelles.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Vu que le marché était déjà bloqué par les intervenants illégaux qui ont empoisonné la vie des agents agréés, il y a les nouvelles dispositions qui ont elles aussi bloqué le marché à l'instar de la loi 08/15 qui a retiré du marché à peu près 1,2 million de logements — qui sont toujours inachevés — et le projet de loi de finances 2017 qui annonce l'augmentation des impôts et la suppression de l'exonération qui

était en vigueur pour les appartements de moins de 80m²», explique M. Aouidat qui souligne que les craintes de la FNAI tiennent au fait qu'en ce qui concerne la loi 08/15 «les gens vont trouver des solutions en contournant la loi à travers une simple procuration et une reconnaissance de dette», ensuite en ce qui concerne la loi de finances 2017, Aouidat note que les nouveaux dispositifs vont encourager certains intervenants à aller

vers la fausse déclaration, et «ce n'est pas la solution», clame-t-il en mettant en avant que «déjà 80% des transactions immobilières se font dans l'informel».

Car il faudrait, selon lui, faire participer les professionnels et trouver les solutions et remèdes définitifs pour passer à la déclaration totale de sorte à faire profiter le Trésor public de taxes.

M. Aouidat explique «que la FNAI a toujours lutté pour la déclaration réelle de ce qui se pratique sur le marché immobilier».

Pour rappel, le gouvernement prépare, dans le cadre de la loi de finances 2017, une augmentation de l'impôt sur la totalité du coût de la location à 10% au lieu de 7%. Une décision prise, selon la FNAI, sans statistiques ou

études en raison du pouvoir de l'informel. Avec cette législation, les tarifs de la location, déjà élevés, vont encore augmenter, alerte Abdelhakim Aouidat qui observe que la hausse des prix de la location aura comme conséquence de perturber le marché. Avec pour seule victime le citoyen qui voit son pouvoir d'achat chuter vertigineusement.

Le président de la FNAI parle d'un marché de l'immobilier déjà «plombé» et qui risque de l'être encore davantage avec l'institution des nouvelles mesures.

Le projet 2017 institue également une incessibilité de 2 ans pour les bénéficiaires de logements AADL ayant payé par anticipation la totalité du prix du logement.

Y. D.